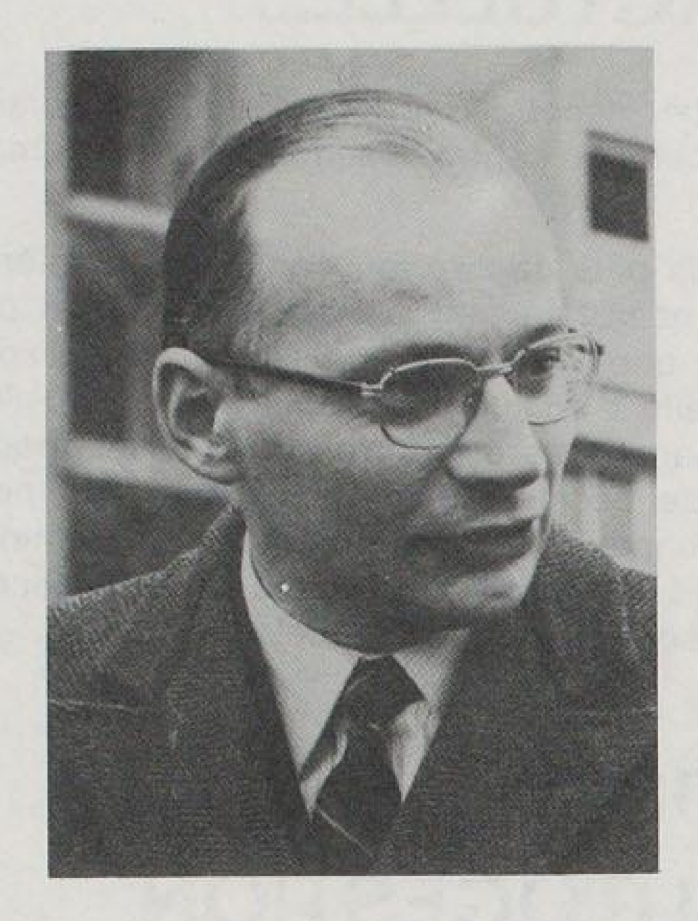
ELECTIONS LEGISLATIVES DU 4 MARS 1973 — 1re Circonscription de Meurthe-et-Moselle
(Nancy-Nord, Pont-à-Mousson, Nomeny)



François BORELLA

né à Nancy, 41 ans, 5 enfants
Professeur à l'Université de Nancy II
Membre du Conseil de Direction de l'Institut du Travail, Directeur de département au Centre Européen Universitaire



SUPPLEANT :

Jean LEBLANC

né à Neuves-Maisons, 39 ans, 2 enfants
Ouvrier Outilleur aux Aciéries de Pompey,
Militant syndicaliste

présentés par le Parti Socialiste Unifié

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Oui, notre circonscription a besoin d'un député qui serve la Lorraine. Non, elle n'a pas besoin d'un homme qui s'est servi d'elle pour sa carrière personnelle.

Vous voulez un homme qui connaît et exprime vos difficultés, mais aussi votre espoir de changement.

Je m'adresse donc à vous en toute confiance, car aujourd'hui, il s'agit pour vous et moi de gagner ensemble.

Je soutiendrai au Parlement, comme je l'ai toujours fait à la base, toutes les propositions capables d'améliorer nos conditions de travail et de vie. Et notamment celles prévues par le programme commun de gouvernement.

Il est cependant bien certain que la victoire électorale de la gauche devra être appuyée par l'action de masse des travailleurs et de la population. C'est le peuple français qui construira le socialisme. Il le fera, parce qu'il en a besoin.

Jean Leblanc et moi-même, vous nous connaissez bien. Nous étions présents à vos côtés dans les combats que vous avez menés.

Aujourd'hui nous pouvons ensemble gagner ce combat électoral.

François Borella.

POUR EN FINIR AVEC LA SOCIETE ACTUELLE...

Le régime gaulliste va sur sa fin. Si la majorité, divisée et qui a peur, essaie de s'accrocher à ses privilèges, rarement l'enjeu d'élections législatives aura été aussi clair qu'aujourd'hui : **il est possible d'en finir avec la société actuelle.**

Devant la hausse des prix, que les camouflages pré-électoraux ne peuvent arrêter, devant la montée du chômage, devant les scandales et les méthodes policières du régime, devant la misère des équipements publics (logement, téléphone, santé, école) devant le silence écœurant du gouvernement français quand Nixon bombardait Hanoï, le mécontentement populaire s'est accumulé contre les hommes de Pompidou.

Mais plus encore, au cours des dernières années, et notamment à travers les luttes populaires, une volonté grandissante s'est exprimée : celle d'en finir avec une société où l'on décide sans nous et contre nous, où les mécanismes de décision sont aux mains d'un petit groupe d'industriels, de banquiers, d'administrateurs. L'ensemble de la crise du capitalisme rend le socialisme plus actuel que jamais.

LE PSU PROPOSE : LE SOCIALISME ET L'AUTOGESTION

Les Français aspirent à des transformations profondes et non au simple changement d'équipe gouvernementale : le PSU leur propose le projet du socialisme et de l'autogestion.

L'autogestion, c'est la possibilité pour chaque homme et chaque femme d'imposer les décisions qui le concernent, là où il habite et là où il travaille. Pour que la volonté collective puisse l'emporter contre les résistances et les égoïsmes, il faut que la planification démocratique assure la suppression des inégalités sociales et régionales. L'autogestion c'est enfin le socialisme et la liberté, soucieux d'élargir les libertés fondamentales et respectueux des différences et des particularités.

Projets pour l'avenir, l'autogestion se prépare dès aujourd'hui dans la lutte quotidienne : c'est ce que signifie le titre de notre Manifeste. **« Contrôler aujourd'hui pour décider demain »,** où le PSU montre concrètement comment construire dès maintenant le socialisme et l'autogestion. En contrôlant la vie de l'entreprise, du quartier, du pays, en imposant les décisions prises collectivement, nous préparons l'avènement d'une société socialiste où demain, ce seront nous qui déciderons.

Société qui ne peut se limiter à l'Hexagone et qui, pour être socialiste, exige la solidarité avec tous les peuples exploités par les impérialismes internationaux.

Dès le premier tour, François BORELLA,

Jean LEBLANC, suppléant

c'est contribuer avec toutes les forces populaires à écarter du pouvoir les hommes du patronat, qu'ils se disent encore gaullistes ou qu'ils se camouflent sous le nom de « réformateurs » ;

c'est choisir parmi les forces politiques du mouvement ouvrier la seule qui défende le projet du socialisme et de l'autogestion ;

c'est affirmer votre volonté de participer au combat qui se mène, quotidiennement, partout, pour construire dès à présent

le socialisme et l'autogestion



IMP. VAGNER - NANCY

Vu le candidat